

Déclaration ministérielle de 2022

Les hauts responsables nord-américains de l'environnement lancent un ambitieux programme de coopération environnementale

En vertu de l'accord de libre-échange entre le Canada, le Mexique et les États-Unis (Accord Canada-États-Unis-Mexique [ACEUM]) et de l'Accord de coopération environnementale (ACE), les membres du Conseil de la Commission de coopération environnementale (CCE) se sont réunis dans le cadre de leur XXIX^e session ordinaire annuelle.

Mérida (Mexique), le 15 juillet 2022 – Nous, les hauts responsables de l'environnement du Canada, du Mexique et des États-Unis, nous sommes réunis aujourd'hui dans le cadre de la session annuelle du Conseil de la CCE, à Mérida (dans l'État du Yucatan), et avons examiné bon nombre des défis environnementaux les plus pressants auxquels sont confrontées les collectivités nord-américaines, en particulier les collectivités vulnérables et autochtones.

La session du Conseil de cette année a donné suite au Sommet des dirigeants nord-américains tenu en novembre 2021, lors duquel le premier ministre Trudeau et les présidents López Obrador et Biden ont souligné le rôle que joue la CCE dans l'élaboration d'un plan de travail nord-américain concernant l'adaptation aux changements climatiques.

Nous nous sommes engagés à tableur sur les progrès accomplis grâce aux fructueux programmes de subventions de la CCE. Ils ont permis d'octroyer 25 subventions d'une valeur de plus de 3 M\$ US afin que la CCE soutiennent le renforcement de la résilience climatique et le rétablissement des collectivités après la pandémie de COVID-19. Dans le cadre des programmes de subventions Justice environnementale et résilience climatique (EJ4Climate) et Partenariat nord-américain pour l'action communautaire en environnement (PNAACE), nous prenons des mesures destinées à rendre l'environnement plus salubre et à redresser l'économie afin qu'elle soit prospère et équitable pour tous.

Nous avons exprimé notre engagement commun consistant à responsabiliser les citoyens à l'aide de solutions efficaces en vue de bâtir un avenir viable, mais en faisant notamment en sorte que le rétablissement après la pandémie de COVID-19 soit équitable.

Nous soutenons en particulier les interventions visant à préserver les connaissances et les pratiques des peuples autochtones et des collectivités locales, et ce, dans le cadre de notre modèle trilatéral et de notre approche en matière de collaboration environnementale à l'échelle du continent.

Notre vision commune, qui consiste à ouvrir la voie en promouvant des politiques environnementales et commerciales nord-américaines complémentaires, repose sur notre engagement indéfectible à l'égard du développement durable ainsi que de la justice et de l'équité environnementales. Sous les auspices de la CCE, nous continuerons à appliquer un ambitieux programme qui favorise la sensibilisation et la participation à la gouvernance et à l'intendance de l'environnement, mais aussi qui suscite une action collective et qui facilite l'intégration d'un réseau diversifié d'intervenants et de partenaires.

L'éducation environnementale communautaire axée sur le développement durable

Cette année, la session du Conseil avait pour thème *L'éducation environnementale communautaire axée sur le développement durable* et portait sur les activités connexes menées de partout en Amérique du Nord. Ces activités favorisent la connaissance et la prise de conscience des principales préoccupations environnementales, selon le point de vue des collectivités directement touchées, ainsi que l'élaboration et le partage de pratiques exemplaires en matière d'adaptation aux changements climatiques. Il s'agit d'un thème opportun, car il favorise l'élaboration de stratégies adaptées à chaque contexte local, ainsi qu'une approche coopérative internationale destinée à gérer les risques environnementaux et socioéconomiques, et à y répondre dans l'ensemble de la société.

La session a également porté sur plusieurs sujets, dont le soutien à la mise sur pied de projets et d'activités dirigées par les collectivités. Nos échanges avec le Comité consultatif public mixte (CCPM), le Groupe de spécialistes des connaissances écologiques traditionnelles (GSCET) et le Secrétariat de la CCE ont donné lieu à une discussion constructive sur les priorités immédiates et les besoins les plus urgents, dont des possibilités qui s'étendent de solutions novatrices et fondées sur la nature à un recours plus fréquent aux connaissances traditionnelles et locales, ce qui comprend la prise en compte des points de vue autochtones.

Dans le cadre de cette session du Conseil, nous avons eu le plaisir de profiter de la tenue de deux tribunes publiques qui nous ont offert un espace inestimable pour communiquer de l'information aux membres du public, et leur ont donné l'occasion de formuler des questions, des commentaires et des suggestions au sujet des activités trilatérales de la CCE. Cette année, la participation à la session a eu lieu en personne et en ligne, et a connu une large représentation de particuliers et d'intervenants de toute l'Amérique du Nord.

Plus précisément, durant la session, nous avons :

- annoncé une affectation de 2 M\$ US supplémentaires en vue du lancement d'un nouveau cycle du programme de subventions EJ4Climate, qui portera sur des projets d'éducation environnementale visant à renforcer la résilience aux changements climatiques. Ce programme est destiné aux collectivités mal desservies et vulnérables, ainsi qu'aux collectivités autochtones du Canada, du Mexique et des États-Unis, afin de les aider à se préparer aux effets de ces changements;
- annoncé un projet de 750 000 \$ CA en vue d'entreprendre des travaux qui favorisent l'application d'approches en matière d'économie circulaire, et d'adopter des modes de production et de consommation durables en Amérique du Nord;
- annoncé un projet pluriannuel à grande échelle, avec un budget de 1 M\$ CA, ayant pour but de renforcer la résilience des collectivités aux changements climatiques;
- octroyé 300 000 \$ CA à un projet dirigé par le CCPM qui visera à sensibiliser la population des trois pays à l'importance de faire progresser la foresterie durable et de consommer les produits ligneux de façon responsable;
- approuvé un projet de 300 000 \$ CA, dirigé par le GSCET, visant à éliminer les éléments qui menacent la sécurité alimentaire en renforçant notre compréhension des

pratiques et des connaissances autochtones traditionnelles ayant trait aux systèmes alimentaires;

- discuté avec les gagnants du Défi Innovation jeunesse 2022 de la CCE, représentant le Canada, le Mexique et les États-Unis, au sujet des solutions novatrices et concrètes qu'ils ont présentées afin d'aider leur collectivité à se rétablir de la pandémie de COVID-19, mais sans oublier de dire que leurs compétences, leur dévouement et leur vision des choses nous ont impressionnés;
- examiné les progrès réalisés dans le cadre du Plan opérationnel de la CCE qui est en cours et des projets que nous avons approuvés l'an dernier.

« Le gouvernement du Mexique a encouragé la prise de mesures concrètes afin que les Mexicains puissent disposer d'une justice environnementale et sociale, et il est convaincu que les travaux trilatéraux de la CCE contribueront aux efforts déployés afin d'assurer le bien-être des secteurs de la population les plus pauvres et les plus vulnérables aux changements climatiques en Amérique du Nord ». [María Luisa Albores González, titulaire du *Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales* (Semarnat, ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles) du Mexique]

« Une coopération étroite de nos trois pays dans le domaine de l'environnement n'a jamais eu autant d'importance. Les effets des changements climatiques, qu'il s'agisse d'inondations, d'érosion côtière, de dangereuses vagues de chaleur ou de feux de forêt, constituent une réelle menace pour notre santé, notre sûreté et notre sécurité économique. Je suis heureux de voir que toutes les parties à l'ACEUM ont pris l'engagement de veiller à ce que la coopération environnementale internationale demeure une toute première priorité. Je tiens aussi à remercier les deux autres membres du Conseil de la CCE d'apporter leur soutien aux solutions dont les collectivités dirigent l'application, et de s'employer à promouvoir le développement durable compte tenu des défis que nous devons collectivement relever sur le plan environnemental. » [Steven Guilbeault, ministre de l'Environnement et du Changement climatique du Canada]

« Il est essentiel de faire progresser la justice et l'équité environnementales si l'on veut intervenir face à la crise climatique, tant à la maison qu'à l'étranger, et je suis fier que la CCE place la mobilisation des collectivités au centre de notre programme environnemental. La manière de trouver des solutions à long terme pour résoudre nos problèmes communs en matière d'environnement consiste à concevoir ces solutions à partir de la base. Je suis déterminé à travailler main dans la main avec les collectivités, les jeunes qui font preuve d'un incroyable esprit d'innovation et nos partenaires nord-américains afin de bâtir un avenir plus sain et plus équitable pour tous. » [Michael S. Regan, administrateur de l'*Environmental Protection Agency* (EPA, Agence de protection de l'environnement) des États-Unis]

Prochaines étapes

En tablant sur nos forces et notre longue tradition consistant à favoriser la coopération et la participation du public, nous agissons avec davantage de détermination pour moderniser nos efforts à l'échelle du continent et augmenter leur degré d'efficacité. Nous nous efforcerons d'élargir notre collaboration en favorisant la sensibilisation aux préoccupations qui nous sont communes, ainsi que les solutions visant à bâtir un avenir plus viable, en échangeant les

connaissances qui éclairent la prise de décisions fondées sur des faits probants et en contribuant au renforcement des capacités dans les collectivités d'Amérique du Nord.

Nous voulons souligner à quel point il est urgent de lutter contre les effets dévastateurs des changements climatiques sur le bien-être de nos collectivités. Nous devons aussi mettre en évidence la menace sans équivoque que constitue la crise climatique, allant d'événements extrêmes, dont les inondations, les feux de forêt et les sécheresses, aux conséquences sur nos systèmes alimentaires, sur la biodiversité de notre continent et sur les collectivités vulnérables et mal desservies, notamment le fait que ces dernières en subissent les contrecoups à long terme sur les plans environnemental, économique et sociétal.

Nous tenons également à souligner qu'il est important de favoriser une intervention collective, notamment en matière d'innovation et de croissance verte, afin de veiller à la salubrité de l'air, du sol et de l'eau au profit des générations actuelles et futures, de protéger nos écosystèmes, et de préserver la richesse de la flore et de la faune qu'abrite l'environnement que nous partageons.

La voie vers un environnement plus salubre et des progrès significatifs en matière de développement durable sur notre continent dépend de notre volonté d'y arriver collectivement, ainsi que de la détermination à trouver et à promouvoir des solutions qui protègent l'environnement, contribuent à l'utilisation durable et à la conservation de nos ressources naturelles, et maximisent les avantages socioéconomiques qu'offre l'autonomisation de nos collectivités.

Alors que nous préparons à accueillir un nouveau directeur exécutif de la CCE, nous tenons à remercier Richard A. Morgan pour ses précieux services et sa contribution à la mission de la CCE dans le cadre de son mandat de trois ans au poste de directeur exécutif. Nous profitons de l'occasion afin de lui exprimer notre profonde reconnaissance pour son leadership, sa vision et son travail sans relâche au nom de la CCE.

Nous sommes impatients de poursuivre nos activités de coopération environnementale à l'échelle du continent, et nous réjouissons à la perspective de nous réunir l'an prochain à l'occasion de la session ordinaire du Conseil de la CCE qui aura lieu à Vancouver, au Canada.